

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°77 - JUIN 2008 - 2 EUR



L'Internationaliste

«Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»



Unifions les luttes !

Sommaire du n° 77

- ✓ Edito. p.2
- ✓ Un carcan mis aux syndicats. p.4
- ✓ Revue de presse sociale. p.5
- ✓ Ni responsables, ni coupables ? p.6
- ✓ Tribune libre - SEUL p.8
- ✓ Bilan d'une mobilisation exemplaire des lycéens. p.9 à 11
- ✓ Courrier International n°139 - Les 60 ans d'Israël. p.12
- ✓ Le Liban à la croisée des chemins. p.16

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique

(E-Mail) nouvelle adresse :

contact@gsi-litqi.org

Site Web (nouvelle adresse) :

http://www.gsi-litqi.org/

Clôture rédactionnelle le

26 mai 2008

Directeur de la publication :

J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

Unifions les luttes !

Depuis plusieurs mois, la situation économique mondiale ne cesse de se dégrader. Une grande partie des analystes économiques sont d'accord sur le fait que la crise n'a pas encore atteint son sommet. Les répercussions sont déjà visibles : dans plusieurs pays des émeutes de la faim ont éclaté. En Afrique du Sud, la crise économique a pris un caractère particulièrement violent, où des attaques, essentiellement dirigées contre des immigrés Zimbabwéens, ont provoqué plus d'une cinquantaine de morts. Mais cette crise touche également les pays impérialistes. Les salaires reculent, les prix explosent, les conditions de travail se dégradent et deviennent de plus en plus précaires. Dans le même temps, la lutte des classes connaît un net regain d'activité. Cette situation se vérifie dans ce pays où elle est caractérisée par une multiplication des grèves, touchant des secteurs chaque fois plus larges. Les derniers en date étant les marins-pêcheurs, qui sont mobilisés contre l'augmentation du prix du gazole. Ils ne veulent pas se contenter de vagues promesses du gouvernement et continuent à ce jour, à bloquer de nombreux ports. Déjà, les paysans et les routiers menacent d'entrer dans la danse, de même que les marins-pêcheurs de plusieurs pays d'Europe.

L'offensive du gouvernement contre les travailleurs

Le gouvernement répond aux mobilisations des travailleurs par l'arrogance et le mépris. Il démontre chaque jour sa volonté de se saisir de toutes les occasions pour approfondir son offensive et sa disposition à aller jusqu'à l'affrontement.

Les travailleurs sont de plus en plus nombreux à se mettre en grève pour réclamer des augmentations de salaire, l'amélioration des conditions de travail, des embauches. En réponse le gouvernement impose le développement de la concurrence, l'intéressement aux résultats des entreprises, la remise en cause de la durée légale du temps de travail, l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites etc. Pour le gouvernement, il n'est surtout pas question d'augmenter les salaires ou de satisfaire quel-

ques revendications que ce soit. Il s'agit de répondre aux exigences des grands groupes capitalistes en accélérant le processus de concentration et en leur permettant d'augmenter leurs profits. Et ce quitte à liquider au passage une partie de sa base électorale traditionnelle (commerçants et artisans).

Le 15 mai, alors que la ministre de l'économie, C. Lagarde « jubile », N. Sarkozy affirme que les chiffres de la croissance pour 2007 « témoignent de la nécessité de garder le cap ». F. Fillon juge quant à lui que ces chiffres constituent une « très, très, bonne nouvelle » et lui permettent d'annoncer qu'il va « accélérer » le rythme des « réformes » au deuxième semestre 2008. Le gouvernement multiplie ces annonces euphoriques pour justifier sa politique alors même que les économistes les plus optimistes se montrent extrêmement réservés sur l'évolution de la conjoncture.

Le 15 mai, toujours, près de 300 000 personnes, fonctionnaires, enseignants, lycéens et étudiants ont manifesté dans tout le pays pour s'opposer à la suppression de près de 11 200 postes dans l'éducation nationale et pour réclamer une augmentation des salaires. Le soir même, le Président de la république, cherchant manifestement à minimiser l'ampleur de la mobilisation et à provoquer les manifestants, répondait par sa volonté d'instaurer un service minimum dans les écoles primaires et maternelles lors des journées de grève de l'éducation nationale.

Le 22 mai, entre 500 000 et 700 000 travailleurs et jeunes défilaient dans toute la France, pour s'opposer à l'allongement de durée de cotisation à 41 ans. Lors de ces manifestations massives, le fait nouveau était la présence en nombre des travailleurs du secteur privé. De nombreux cortèges et manifestants réaffirmaient la revendication du retour aux 37,5 annuités pour tous. Le soir même, le ministre du travail, X. Bertrand, déclarait qu'il n'était pas là pour compter le nombre de personnes qui défilait dans la rue et qu'il n'était pas question de revenir sur le passage aux 41 annuités de cotisations.

Le message est clair, coûte que coûte, le

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

gouvernement veut mener sa politique jusqu'au bout et mettre les travailleurs et les jeunes au pas. Mais comment se fait-il que le gouvernement puisse continuer à avancer aussi brutalement dans ses contre-réformes, alors même que la grande majorité des travailleurs et des jeunes y sont hostiles et montrent leur détermination à s'y opposer ?

La responsabilité des directions syndicales

Le nombre de grèves qui éclatent (notamment sur la question des salaires) et l'ampleur des dernières mobilisations des travailleurs montrent que les conditions sont réunies pour faire barrage au gouvernement. Mais la politique menée par les directions syndicales, empêchent objectivement la mobilisation et la convergence des luttes.

En effet, en appelant à plusieurs journées de mobilisation, dans la dispersion (les 15, 18, 24 et 26 mai), sans perspective claire, sans préparation, les syndicats d'enseignants, en tête desquels la FSU, ont cherché à multiplier les manifestations, pour provoquer la démobilitation. Pourtant, la manifestation du 18, a rassemblé 50 000 personnes contre les suppressions de postes et le service minimum dans les écoles, alors que les organisateurs n'en attendaient que 5 à 10 000 ! En outre, la FSU ne déposant pas de préavis de grève pour le 22 a maintenu son appel à manifester... le 24 ! Elle a tout fait pour empêcher la jonction avec les autres secteurs mobilisés autour de la question des retraites.

Les autres directions syndicales ont agi dans la même logique. La CFDT s'étant opposée à une mobilisation conjointe le 15 (avec les enseignants),

elle a imposé le 22 mai. Toutes les directions syndicales se sont alors ralliées à la CFDT pour faire un « minimum syndical » ce jour-là, sans appel ferme à la grève (certains travailleurs ont du manifester sur leur temps de repos). Pourtant, le 15 (ou même le 22), préparé sérieusement, auraient pu constituer un point d'appui, comme un « coup de semonce » au gouvernement, qui aurait pu se transformer en une grève générale de grande ampleur, débordant la simple journée d'action. De cela, les bureaucrates liés au PS et au PCF ne veulent pas.

Dans ces conditions, il est remarquable que les mobilisations aient été aussi massives. En agissant de la sorte, les directions syndicales non seulement ne remplissent pas leur rôle auprès des travailleurs, mais en plus servent de relais au gouvernement pour l'aider à faire passer ses contre-réformes.

Quelle alternative ?

La question de l'unification des luttes et de la grève générale est donc posée dès aujourd'hui. Les conditions sont réunies pour y parvenir mais les directions syndicales, et par la même occasion les directions politiques, opèrent de toute leur force pour empêcher toute issue positive à la situation actuelle. Il faut donc travailler à l'unification du mouvement ouvrier et à la construction de la grève générale, car seule la mobilisation unie et déterminée de la classe ouvrière pourra stopper le l'offensive contre-révolutionnaire, mettre à bas le gouvernement et démasquer les directions syndicales qui collaborent avec la bourgeoisie.

Le combat pour l'unité de la classe ouvrière pose également la question de la perspective politique. Car aujourd'hui

face à l'approfondissement de la crise économique et sociale, l'alternative socialisme ou barbarie reste plus que jamais d'actualité. Il existe aujourd'hui une crise de représentation de la classe ouvrière. Les partis qui la représentaient traditionnellement, se situent désormais dans le cadre de la gestion du système capitaliste. Avec la publication de sa dernière « position de principe », le PS entérine dans ce document central son passage définitif du côté capitaliste : les dernières références au marxisme, à la révolution et au monde ouvrier ont été retirées. Les principaux candidats au poste de secrétaire du PS se revendiquent du libéralisme. Lorsqu'ils adressent des critiques au gouvernement, c'est sur la manière de mener les réformes et non sur le fond.

Lié par ses accords électoraux au PS, le PC, qui n'est plus que l'ombre de lui-même, ne peut que suivre ce parti. De son côté, la direction guévariste de la LCR, est en train d'opérer sa mue vers le « néo-réformisme », en enterrant une à une toutes les références au trotskisme. Avec la création du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), la LCR se dispose à renforcer son caractère électoraliste au détriment de l'intervention dans la lutte des classes.

Pour en finir avec la barbarie capitaliste, il faut donc avancer vers la construction d'un parti ouvrier qui se batte pour une réelle rupture avec le capitalisme, c'est à dire pour le socialisme. Comme cette lutte ne peut se limiter au cadre national, ce parti doit également être internationaliste. C'est dans ce combat que le Groupe Socialiste Internationaliste vous invite à la rejoindre. C'est le combat de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI).

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Signature

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Païement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Un carcan mis aux syndicats

Le 9 avril 2008, les dirigeants de la CGT, de la CFDT et du MEDEF se sont mis d'accord sur un document intitulé « *Position commune sur la représentativité, le développement du dialogue social et le financement du syndicalisme* ». La « position commune » a vocation à servir de base à un texte législatif gouvernemental qui bouleverserait le Code du travail et l'édifice des conventions collectives.

Désormais au terme de cet accord, il n'y aurait plus de « présomption irréfragable de représentativité ». Cette notion, datant de 1966, limitait aux cinq confédérations (CGT, CGT-FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC) la reconnaissance de la représentativité au plan national et interprofessionnel.

La représentativité serait dorénavant calculée sur la base des élections aux DP (délégués du personnel) et aux CE (comités d'entreprises), la reconnaissance de la représentativité interviendrait à partir de 10% d'influence électorale. La période d'évaluation s'étalerait aussi désormais sur 4 ans. Remarque : les élections aux Conseils de Prud'hommes ne sont pas prises en compte.

Ensuite, contrairement aux objectifs affichés par la direction Thibault, la signature d'accords majoritaires (les signataires représentant plus de 50% des salariés concernés) a été remplacée par une signature valide à partir de 30% vers des accords majoritaires obligatoire à l'avenir. **Il serait aussi désormais possible de déroger au Code du travail et aux conventions collectives au niveau de l'entreprise**, là où la pression du patron est la plus forte.

Rien d'étonnant, à partir de là, à ce que, les principaux dirigeants de l'UMP, dont P. Devedjian, ayant demandé au gouvernement de mettre fin aux 35 heures, ce texte a servi à deux reprises

dans le débat public la semaine dernière.

Une première fois, c'est avec X. Bertrand, ministre du travail, pour souligner qu'il pouvait être dérogé aux « 35 heures » par un accord d'entreprise conformément à la « position commune ». La seconde fois, c'est lors d'une déclaration commune de B. Thibault (CGT) et F. Chérèque (CFDT), exhortant le gouvernement à refuser toute modification de la loi en catimini (par le biais d'un amendement parlementaire, par exemple), dès lors que la *position commune* permettait de négocier des dépassements d'heures supplémentaires par accords d'entreprises !!!

De plus, le « bénéfice » de certains accords pouvant être réservé aux adhérents des syndicats signataire et à eux seuls : va-t-on vers une syndicalisation obligatoire ?

Les dispositions sur la représentativité font hurler les dirigeants des organisations Solidaires, UNSA ou FSU, candidates à la reconnaissance institutionnelle, car ces organisations risquent de ne pas atteindre le seuil imposé. De même la CGT-FO, la CFTC ou la CFE-CGC risquent de se retrouver dans la même situation et donc de perdre leur représentativité. Ne resteraient alors que la CGT et la CFDT...

La CE confédérale de la CGT s'est réunie une première fois le 16 avril. La « position commune » y a été présentée comme une avancée sur la base du rapport intitulé « Pour la conquête d'une véritable démocratie sociale ». La CE confédérale donnant aux structures de la CGT jusqu'au 23 avril, une semaine en tout et pour tout, pour réunir leurs instances et se prononcer sur l'accord. Comme il était fort probable dans ces conditions, le texte a été approuvé par le CCN (le « parlement » de la CGT) du 24 avril, mais 7 fédérations sur 26

l'ont rejeté et 13 Unions départementales (UD) sur 64 qui se sont abstenues ou l'on rejeté. Globalement 20% des structures qui ont participé à la consultation éclair ont repoussé le texte.

Si importants que soient ces questions, il serait faut d'en rester là. Le titre complet du document est bien « *Position commune sur la représentativité, le développement du dialogue social et le financement du syndicalisme* ». C'est en soi tout un programme. Il y est effectivement question des critères de la représentativité et de la validité des accords de branches ou d'entreprises, mais aussi du financement des syndicats sur fonds publics ou par les « entreprises », du contrôle de leurs comptes, du déroulement de carrière des syndicalistes, le tout placé sous l'égide d'une « fondation du dialogue social » !

Dans ce cadre, revendiquer un traitement égalitaire pour tous les syndicats, c'est également se tromper de combat, **car ce texte est un coup de pioche de démolition du syndicalisme ouvrier indépendant de l'Etat et du patronat** dans ce pays sous prétexte de « dialogue social apaisé ».

Cette « position commune » contient en réalité la définition d'un **syndicalisme d'opinion** pour lequel il conviendrait non pas d'organiser et de défendre les travailleurs sur la base de principes de classes, mais d'être **la caisse de résonance de l'air du temps** sous la pression constante du chômage et des subsides patronaux : une **ONG syndicale, d'accompagnement et de services**. Un syndicalisme intégré à l'Etat et à « l'entreprise », soumis au patronat.

La « position commune » est bel et bien un carcan mis aux syndicats, un carcan qu'il est urgent de briser.

J.-Louis

(Suite de la page 5)

appelés à faire grève, afin de faire pression sur la direction.

Près de 10%, des salariés de la société prestataire de service informatique **CapGemini** se sont mis en grève pour réclamer des augmentations de salaires. C'est la troisième journée de mobilisation après celles des 28 mars et 1er avril dernier. En outre les syndicats un

augmentation collective immédiate des salaires et remettent en question le système de salaire au mérite instauré par la direction.

La liste pourrait encore être longue: on peut citer les mouvements de grève dans le commerce et la distribution: **chez Paul en région parisienne**, à **Carrefour à Vannes**, dans le **centre de distribution Adrexo de Granville**

dans la Manche, des salariés de la société de **transport de Bordeaux**, des **éboueurs de Besançon**, des travailleurs de la **société de nettoyage de Beaubourg à Paris**, de **l'élargissement du mouvement de grève des sans papiers** dans plusieurs départements, notamment hors d'Ile de France.

Mathieu

Revue de presse sociale

Dans un contexte économique qui continue à se dégrader dans le monde comme en France, les travailleurs sont de plus en plus nombreux à se mobiliser pour obtenir des augmentations de salaires, pour obtenir des améliorations de conditions de travail, pour se battre contre les délocalisations etc.. Cette réalité, observée par la plupart des médias bourgeois, touche un nombre croissant de secteurs économiques. En voici quelques exemples .

Un des conflits les plus marquants des dernières semaines a sans doute été celui des **pêcheurs**. Par rapport aux précédentes mobilisations, le mouvement a dépassé le seul cadre des propriétaires de navires et s'est élargi aux salariés pêcheurs. Ils sont mobilisés notamment contre le prix des carburants et contre l'écart de prix existant entre la vente à la criée et la vente au grand public. N. Sarkozy avait fait des promesses lors de son apparition médiatique au Gilvinec en novembre dernier - les quelques concessions faites alors sont déjà parties en fumée sous le coup de l'augmentation du prix du pétrole - mais cette fois-ci les pêcheurs ne sont pas dupes : tant qu'il n'y a pas d'engagement concret de la part du gouvernement, les ports ne seront pas débloqués. L'activité de plusieurs ports français est touchée. Parti des ports du Nord, de la Manche et de l'Atlantique, le mouvement a également touché la Méditerranée. Les pêcheurs ont bloqués des raffineries, des ports de plaisance et l'accès à des ports de conteneurs. Désormais, ils commencent à diriger leurs revendications contre les directives de l'Union Européenne qui ont contribué à liquider l'activité de la pêche. Depuis le 24 mai, ce mouvement commence à avoir des répercussions en Europe. Les pêcheurs belges, espagnols et portugais commencent eux aussi à se mobiliser et appellent déjà à une journée d'action le vendredi 30 mai.

Dans les ports également, la mobilisation des **grutiers et portiqueurs** des ports autonomes a été importante. Ces travailleurs se battent contre la privatisation des ports et contre la liquidation de leur statut de fonctionnaire. Les dockeurs qui déchargent les conteneurs ont, quant à eux, déjà perdu leur statut



il y a plusieurs années. Les ports les plus touchés ont été ceux du Havre, de Marseille-Fos, et également des ports du nord, ceux de Saint Nazaire et de Rouen. Bien que les directions syndicales aient tout fait pour qu'il n'y ait pas convergence entre les mouvements des pêcheurs et celui des grutiers et portiqueurs, la jonction s'est faite à certains endroits montrant ainsi qu'il existe à la base une forte volonté de se battre tous ensemble contre la politique du gouvernement et contre les directions syndicales. A Lorient, à Marseille et à Paris devant le ministère de la pêche, des affrontements ont même eu lieu entre CRS et manifestants.

Un autre endroit que N. Sarkozy avait bruyamment visité ces derniers mois, est l'usine **ArcelorMittal à Grandrange**. Les travailleurs du site de production se sont remis en grève le 12 mai, sans l'intervention des syndicats. Les ouvriers sont restés mobilisés jusqu'au 22 mai, encore une fois contre les 575 suppressions de postes sur 1100 prévues par la direction, alors que le groupe fait 7 milliards d'euros de profits. Ils se sont également mobilisés contre la hausse des cadences, contre la réorganisation du temps de travail qui prévoit un allongement des horaires pour compenser les départs dus aux licenciements.

Par ailleurs, une des filiales d'ArcelorMittal de Grandrange, l'**usine Gepor de Illange dans la Moselle**, s'est mise en grève. Près de 150 ouvriers ont stoppé le travail pour se battre contre les cadences, contre les rythmes de travail et contre les bas salaires. De plus, ils voulaient bénéficier de la convention collective de la sidérurgie, alors qu'actuellement ils sont soumis à celle, moins avantageuse, des transports. Les travailleurs de Gepor d'Illange et de ArcelorMittal de Grandrange ont com-

mencé à effectuer des actions communes. Ils se sont adressés aux travailleurs des usines de Florange.

D'autres secteurs de l'industrie ont également été touchés par des mouvements de grève, que ce soit pour l'augmentation des salaires, contre les suppressions d'emploi ou pour l'amélioration des conditions de travail. Le site de production pharmaceutique **AstraZeneca de Dunkerque** est en grève depuis le 19 mai. Les travailleurs de

l'usine se sont mobilisés contre la suppression de 150 à 200 emplois sur 600 d'ici à 2009. Par ailleurs, le groupe compte supprimer plus de 320 emplois à son siège social de Rueil Malmaison dans les Hauts de Seine. Les ouvriers sont également en grève pour obtenir une augmentation de 100 euros mensuels.

Après une semaine de grève suivie par 800 ouvriers sur 1000, les salariés de l'**usine Alcan Rhénu de Neuf-Brisach** dans le Haut Rhin, ont obtenu une prime de 800 euros en juin. Au départ du conflit, il y a eu la décision de la direction d'imposer à l'ensemble du personnel, le port du casque permanent sur le site de production. En fait le conflit traduit surtout une situation de mécontentement général des salariés qui ne bénéficieront pas de prime d'intéressement cette année.

Dans l'industrie encore, 80 % salariés de l'**usine Bost-Garnache Industrie à Arbois** dans le Jura sont en grève. Ils demandent une augmentation de 100 euros net par mois pour tous et dénoncent la hausse des cadences et les pressions qui en résultent. Les salariés grévistes ont récoltés, au bout d'une semaine, près de 2400 euros de soutien de la part des habitants de la ville.

Dans le secteur de l'informatique, deux groupes importants ont connu des mobilisations importantes. Chez **IBM France**, près de 10 % des salariés ont fait grève le 19 mai pour réclamer le retour de l'augmentation générale des salaires, supprimée il y a plus de 20 ans. En outre, les salariés réclament 4,5 % d'augmentation générale en 2008 et 5 % de rattrapage pour tout le personnel. Le 28 mai, jour où des négociations salariales doivent s'ouvrir dans l'entreprise, les employés sont de nouveau

(Suite page 4)

Ni responsables, ni coupables ?

Tous les meurtriers rêvent du crime parfait. C'est le sujet de nombre de romans policiers. Pourtant, la chose est rare, les responsables finissent généralement par être découverts et condamnés pour leurs forfaits. « Le crime ne paie pas », n'est-ce pas ? La morale est donc sauve...

Pourtant il est un criminel de masse d'un type particulier. Un criminel de masse qui bénéficie de très nombreuses complicités. La presse lui est acquise. Des parlementaires nombreux et des gouvernements zélés sont à son service. Ne vous avisez jamais de le montrer du doigt ou de le vilipender, il ne le tolérerait pas. Ce criminel pousserait le culot jusqu'à vous demander des comptes, car la police, l'armée, les juges, sont ses obligés. Cet assassin de masse porte un nom pourtant, mais personne ne vient l'inquiéter : il agit au grand jour. On le nomme « le marché ». Selon la formule du père du libéralisme économique, Adam Smith⁽¹⁾, il agirait comme une « main invisible » et bienveillante, anonyme, un masque parfait pour un meurtre de masse. Les marxistes préfèrent parler de la barbarie capitaliste.

Le « marché » décide

Produits alimentaires...

En vingt-cinq ans, les stocks de céréales (blé, riz etc.) ont été liquidés, à tous les niveaux : international, national ou même local. Les silos ont été vidés. Les dogmes du « zéro stock » et de la production à flux tendu ont ravagé tous les domaines de l'économie. Pour soutenir le cours des matières premières, quoi de mieux qu'une pénurie savamment organisée ? Les cours remontent, s'envolent même. D'autant que, maintenant que la pénurie est là, tout le monde cherche à se prémunir en constituant des stocks, ce qui contribue à faire monter les cours. C'est un cercle vicieux.

En vingt-cinq ans, les « bienfaits » de la « libre concurrence » ont été imposés au monde. Dans nombre de pays, les productions locales ont été soigneusement et méthodiquement démantelées sous prétextes qu'elles bénéficiaient d'aides publiques. Les pays semi-coloniaux ont été contraints de supprimer leurs barrières douanières. Autant de débouchés ont ainsi été assurés aux

multinationales de l'agro-alimentaire nord-américaines et européennes aux prix du marché international. Les terres agricoles ainsi « libérées » ont pu être reconverties en cultures exportables (les fameux haricots verts du Kenya, par exemple...).

Dans la même période, des quotas ont aussi été imposés dans l'UE afin de réduire la production tout en favorisant la concentration capitaliste : mise en jachère des terres, abattage d'une partie du cheptel laitier, liquidation de secteurs entiers, « aides à la reconversion » ou à la cessation d'activité. Seuls les grosses exploitations « concurrentielles » doivent rester. Pour les petits paysans, c'est le chômage, la retraite dans la misère, ou la corde au fond d'une étable. Les problèmes sanitaires (la « vache folle » et autres épidémies de listériose) ont été mis à contribution dans ce sens.

Une production en baisse, des stocks en baisse, une consommation qui vaillonne-vaillonne augmente, tout est prêt pour qu'au moindre problème apparaisse une pénurie. Les mauvaises récoltes de certains pays, comme l'Australie, en 2007, ont donné corps à la menace. Les chinois sont aussi montré du doigt comme de gros consommateurs... de produits laitiers ! Comme c'est pratique, non seulement les céréales augmentent, mais aussi le lait et ses dérivés !

et pétrole...

Le pétrole a pris le même chemin, le brut léger texan atteignant 137 dollars le baril le jeudi 22 mai. Aujourd'hui encore « la croissance chinoise » est mise en cause comme pour les cours des métaux précédemment. Cependant, le pétrole étant utilisé dans tous les domaines, la production alimentaire délocalisée à un coût important en terme de transport et l'agriculture intensive consomme beaucoup d'engrais, c'est à dire des phosphates et... des dérivés du pétrole ! Encore une impulsion à la hausse des produits alimentaires.

Pourtant, pour l'OPEP, sommée d'ouvrir les vannes du brut, les cours actuels du pétrole ne son pas dus à la hausse de la consommation, mais à la spéculation et à la mauvaise santé de l'économie US. En effet, la baisse du dollar à pour effet « mécanique » la

hausse du prix du pétrole exprimée en dollars. Comme le prix du gaz est lié à celui du pétrole, l'ensemble du secteur de l'énergie voit les cours monter en flèche.

Comme le pétrole augmente, les biocarburants deviennent très rentables, de nouvelles terres sont donc retirés aux cultures vivrières pour produire des carburants d'appoint... C'est le troisième facteur de hausse des produits alimentaires.

un cocktail explosif !

Dans les métropoles impérialistes, la situation s'aggrave rapidement pour les travailleurs et pour les chômeurs. Les prix grimpent, les salaires stagnent, les difficultés s'accumulent. Dans ce pays, par exemple, les pêcheurs, les paysans, les transporteurs routiers sont pris en étau entre la montée des cours du pétrole et le refus de la grande distribution de voir cette hausse répercutée dans les prix des marchandises qui lui sont fournies.

Les patrons de la grande distribution, parmi lesquels N. Sarkozy ne compte que des amis, ont le beurre et l'argent du beurre. D'une part, ils imposent leurs conditions aux paysans, aux pêcheurs et aux transporteurs et, d'autre part, ils imposent leurs prix en hausse à des clients qui n'ont pas d'autre choix. Pour la grande distribution, il y a deux conséquences. La première conséquence est l'accumulation de profits gigantesques que des montages subtiles font disparaître dans des filiales domiciliées dans des îles de la Caraïbe ou de la Manche. La seconde conséquence est un mouvement de concentration de ses fournisseurs et la disparition programmée de ses petits concurrents...

Comment « le président du pouvoir d'achat » aborde-t-il cette question ? En appliquant les principes du conservatisme compatissant cher à son ami G. W. Bush ; en versant des larmes sur les familles modestes et sur les travailleurs précaires pour mieux les embrigader dans le soutien à une politique qui prend fait et cause pour la grande distribution et les monopoles. Plus précisément, le discours du locataire précaire de l'Élysée se résume à ceci : « Ayez confiance ! Grâce à Michel-Edouard et à quelques autres, votre

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

pouvoir d'achat va s'améliorer *de main...* bien que votre salaire baisse *aujourd'hui*, car il faut faire baisser les coûts de production *toujours* pour pouvoir continuer à exporter *durablement* ». En somme, la baisse des salaires provoquerait miraculeusement une hausse du pouvoir d'achat des salariés. Qu'en est-il des profits capitalistes ? Surtout ne pas en parler ! En fin connaisseur, le MEDEF applaudit. C'est du grand art.

En réalité, le système capitaliste fait face à la crise par les mécanismes classiques des fusions qui se traduisent par des milliers de nouveaux chômeurs. L'Etat fait ce qu'il faut pour que les gros capitalistes tirent les marrons du feu. En l'occurrence, les enseignes de la grande distribution et leurs filiales de « hard discount » vont pouvoir étendre leur emprise grâce à la « loi sur la modernisation de l'économie ».

Cependant, il y a plus grave, beaucoup plus grave, la crise énergétique et alimentaire actuelle menace la survie de millions de personnes dans le monde, c'est le fameux « tsunami silencieux » qui déferle sur la planète selon l'expression de la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), organisme dépendant de l'ONU.

Pour ceux dont la situation était déjà précaire, c'est l'étranglement. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la situation est dramatique : l'accès à l'énergie et à l'alimentation devient impossible et 800 millions de personnes se trouvent exposées à un risque grandissant.

Déjà, en quelques semaines, 37 pays ont été touchés par des émeutes de la faim. Des pays jadis auto suffisants, ou presque, en mil, manioc ou sorgho se retrouve aujourd'hui totalement démunis car ils dépendent des importations de riz à un cours fixé à la bourse de Chicago ! L'Afrique du sud est touchée à son tour par des émeutes qui, faute d'un parti révolutionnaire authentiques, trouvent un bouc-émissaire pratique chez les réfugiés du Zimbabwe, alors que, près de 15 ans après la fin de l'apartheid, la bourgeoisie blanche tient toujours solidement les leviers économiques du pays, allié des grandes puissances impérialistes.

Faisons un calcul de compagnie d'assurance⁽²⁾ : si 1% de ces 800 millions meurent, 8 millions, c'est en gros la moitié des Pays bas qui disparaît ; à

10% ce serait une hécatombe équivalente à la somme des deux guerres mondiales du XX^e siècle... Mais, sur 6,5 milliards d'habitants, cela ne ferait que 1,23% de la population mondiale, d'où la question : pour messieurs les capitalistes cela serait-il acceptable ?

Justement, les deux Guerres mondiales ont donné la réponse : oui ! **Les capitalistes peuvent accepter cela, et beaucoup plus même, pour la survie de leur mode de production dépassé. Cela s'appelle la destruction des forces productives, la première d'entre elles étant l'être humain lui-même.**

La barbarie capitaliste

Ces spéculateurs, ces capitalistes, sont « le marché », ils agissent par l'intermédiaire d'entreprises prédatrices et parasites. Des entreprises dirigées par des conseils d'administration, des entreprises qui appartiennent à des actionnaires à qui aucun compte ne peut être demandé sur les conséquences de leurs décisions. Le secret commercial et le secret bancaire leur font une armure impénétrable. La loi est de leur côté, c'est normal, ils font la loi, ou plutôt il prennent les décisions qui leur sont favorables et les états les traduisent en lois et en règlements en « réformes qu'il faut faire », pour reprendre les termes de Sarkozy-Fillion.

Ces spéculateurs déterminent « la seule politique possible » (la formule est d'A. Juppé, ancien Premier ministre), d'un point de vue capitaliste, et ceux qu'on appelle « les grand commis de l'Etat » se chargent de la faire appliquer « démocratiquement ». Les capitalistes estiment que la seule responsabilité sociale qui est la leur est de faire des profits. La formule est de Milton Friedman, le rénovateur d'A. Smith, ami de Reagan, de Thatcher, de Pinochet et de quelques autres du même acabit. Pour les capitalistes, peu importent les conséquences.

Ainsi, le « marché » décide, des milliers d'humains survivent ou meurent, c'est la conséquence « naturelle » de ces décisions. C'est tout. Il n'y a pas de responsable, pas de coupable. Une usine ferme, le marché l'a décidé. Un ouvrier, ou un cadre, ne supporte pas le licenciement, il « flingue » sa famille et se suicide. Responsable, le marché ? Non ! Le travailleur et sa famille ? Un dégât collatéral, en quelque sorte, comme la « frappe chirurgicale » d'une armée qui rase un hôpital.

Avec la crise actuelle, combien de

morts ? Difficile de compter... Qui est responsable ? La réponse fuse dans la presse spécialisée : les « pays émergents », essentiellement la Chine, on l'a vu, l'Inde, voire le Brésil... Pourtant, les raisons ne sont-elles pas ailleurs ?

Depuis plus de 10 ans, depuis la débâcle boursière en Asie du sud, les spéculateurs cherchent fébrilement un placement rentable de leur point de vue. Ils ravagent le monde à la recherche de leurs 15% de profits par ans, pas moins. L'immobiliser US s'effondre ? Les spéculateurs partent à la recherche d'un autre type « d'investissement ». A part le logement, quoi de plus rentable que quelque chose dont personne ne peut se passer : l'énergie et l'alimentation, l'eau aussi, ils y songent. Alors, les cours des métaux, du pétrole, du gaz, des céréales du lait s'envolent. En quelques semaines les prix peuvent doubler, tripler, quadrupler. Mais le monde est doté d'institutions qui veillent, certaines sont présidées par d'éminents membres du PS français.

Quelle solution ?

La crise des « subprimes » a donné lieu à une intervention publique massive qui s'est traduite par le déversement de plus de trois mille milliards de dollars de liquidités par les banques centrales. Cette somme pharamineuse a été mise à disposition des banques et organismes financiers pour les protéger contre les conséquences de leurs frasques spéculatives. La réserve fédérale US a même garanti les engagements (les dettes) de la cinquième banque des Etats-unis. En Angleterre, le gouvernement « travailliste » de G. Brown a, quant à lui, nationalisé temporairement la banque *Northern Rock*, le temps de la remettre sur pied avec de l'argent public !

Le FMI, présidé par le « socialiste » D. Strauss-Khan, a annoncé comme une fatalité la hausse de l'alimentation jusqu'en 2015, quand au « socialiste » P. Lamy, à la tête de l'OMC, il considère que c'est au marché de régler les problèmes économiques actuels. J. Ziegler, « socialiste » suisse, lui, prône pour sa part une nouvelle politique de régulation qui pourrait se traduire par une taxation des neuf compagnies (neuf !) qui font la pluie et le beau temps à la bourse de Chicago, plongeant à loisir le monde dans la famine...

En bons commis de la bourgeoisie, les sociaux-démocrates n'ont que le capita-

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

lisme comme remède aux maux du capitalisme. Si besoin était, la preuve est à nouveau apportée que la social-démocratie internationale est en train d'achever sa transformation en formation politique bourgeoisie sans aucune référence au mouvement ouvrier désormais.

Pour d'authentiques marxistes, la solution passe par la fin du système capitaliste, par son renversement, par la révolution socialiste, non pas pour tout régler en un seul instant comme par magie, mais pour poser les bases d'un nouveau mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange à l'échelle du monde, en se dotant d'un état d'un nou-

veau type basé sur les conseils ouvriers et paysans, pour donner à l'humanité les moyens de se mobiliser dans son ensemble pour faire face aux problèmes urgents, vitaux, qui l'assaillent.

La solution passe ainsi par la libération des forces productives de l'humanité, car cette libération est une nécessité historique que les événements en cours mettent encore plus crûment en lumière. Mais l'histoire nous l'a durement enseigné, la révolution prolétarienne ne peut être victorieuse qu'à la condition que les travailleurs soient organisés dans une internationale révolutionnaire de masse, dotée d'un authentique programme marxiste. La Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale se fixe comme but de re-

construire cette internationale avec des sections dans tous les pays. Ce combat peut devenir rapidement celui de millions de travailleurs.

J.-Louis

(1) Mort près de trente ans avant la naissance de K. Marx, A. Smith (1723-1790) est le théoricien du libre échange et du laisser-faire en économie. Il est également la référence absolue pour ceux dont l'idéologie se réduit à ces deux axiomes : « *privatiser les profits, socialiser les pertes* » et « *il faut faire payer les pauvres, ils sont plus nombreux* ».

(2) Ce type de calcul cynique existe bel et bien. Il s'agit de l'évaluation de la sinistralité, la probabilité qu'un sinistre se réalise et le calcul du coût que cela aurait pour la compagnie d'assurance

Tribune libre - SEUL

LYCEENS, ETUDIANTS, TRAVAILLEURS ! TOUS ENSEMBLE MANIFESTONS LE 22 MAI

Paris, le 20 mai 2008

Après trois mois de mobilisation sur les lycées, nous étions 300 000 manifestants le jeudi 15 mai à lutter pour la sauvegarde du service public et pour préserver les postes à l'Education nationale. Dimanche 18, nous étions encore 40 000 enseignants, lycéens et parents d'élèves à participer à la manifestation qui s'est déroulée à Paris.

Mais malgré notre détermination à combattre les contre-réformes du gouvernement, celui-ci fait toujours mine qu'il ne transigera pas, qu'il ne reculera pas devant nos revendications.

Pour briser notre mouvement, le gouvernement est aidé par les directions syndicales et des organisations comme la FIDL qui trahissent notre mobilisation en décrétant que la lutte est terminée. Ceci impose que nous nous organisions et construisions un réel outil pour nos luttes, un vrai syndicat lycéen déterminé à défendre nos revendications jusqu'à leurs satisfactions.

Les travailleurs sont appelés à manifester le 22 mai contre le passage de 40 à 41 annuités de cotisations pour nos retraites. En tant que travailleurs en formation, nous sommes directement concernés par cette mesure. Nous devons donc être là pour marquer notre unité dans un combat commun qui nous oppose au gouvernement. Après les succès de nos dernières manifestations, nous devons montrer au gouvernement que nous sommes déterminés à nous battre jusqu'au bout pour faire aboutir nos revendications, tous ensemble, jeunes et travailleurs. Seule la lutte paie !

Lycéens, Etudiants, Travailleurs manifestons dans l'unité le 22 mai pour imposer nos revendications :

**AUCUNE SUPPRESSION DE POSTES DANS
L'EDUCATION NATIONALE !**

**RETOUR AU 37,5 ANNEES DE COTISATIONS POUR LE PRIVE
COMME POUR LE PUBLIC !**

POUR UNE RETRAITE A TAUX PLEIN A 60 ANS MAXIMUM !

Bilan d'une mobilisation exemplaire des lycéens

La lutte des lycéens et des collégiens contre les suppressions de postes dans l'éducation nationale a été exemplaire à plus d'un titre. Nous avons connu trois mois d'une lutte combative et organisée, la spontanéité ayant profitée avec richesse de l'expérience des précédentes luttes. Nous devons saluer l'héroïsme de jeunes élèves qui parfois se sont battus seuls contre tous dans leur établissement. Mais cette spontanéité a aussi trouvé ses limites : la mobilisation a rarement été continue sur les lycées. Les jours de manifestations ont par exemple pu rassembler beaucoup de monde, sans déboucher forcément sur une accentuation de mobilisation les jours suivants.

Si la FSU a été contrainte par la mobilisation des jeunes d'appeler à une journée d'action le 15 mai, elle s'est bien gardée de mobiliser par l'appel à la grève les enseignants. Elle a joué clairement la carte de la démobilisation, en appelant à une promenade le dimanche 18 mai. Cette marche qui ne devait pas selon la direction Aschieri rassembler plus de 10 000 personnes, s'est transformée en une manifestation d'environ 50 000 personnes, enseignants, lycéens et parents d'élèves. La manœuvre suivante a été d'appeler à une manifestation le samedi 24 mai, sans mobiliser pour la journée unitaire du 22. Résultat : peu de jeunes lors de la grande manifestation pour les retraites, la jonction ne s'est pas opérée entre les deux luttes. Si l'UNL (Union Nationale Lycéenne) se caractérise par sa frivolité dans les combats qu'elle mène au nom des lycéens, la FIDL (Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, dirigée par le PS) s'est permise pour sa part de trahir ouvertement la lutte en appelant à ma-

nifester pour la dernière fois au moment le plus fort de la mobilisation (elle annoncé que la manifestation du 15 serait la dernière à la quelle elle participerait) !

Ce petit dossier est l'occasion pour les jeunes du GSI de rappeler que le drame qui touche en premier lieu la jeunesse est son manque de perspective dans l'organisation de ses combats. Après avoir surmontée les zigzags de la spontanéité, elle doit encore se confronter aux directions politiques « faux-amis » qui au sein de la lutte jouent le rôle de briseurs de grève. Pour nous, la jeunesse a besoin d'un parti combatif qui saura fédérer les jeunes et leurs luttes, les rassembler autour de revendications communes et les unir à la classe ouvrière pour gagner les combats contre la bourgeoisie. Le GSI et ses jeunes militants essaient là où ils le peuvent, d'intervenir dans le sens de la construction d'une telle organisation.

« Tout parti révolutionnaire trouve de prime abord un appui dans la jeune génération de la classe montante. La sénilité politique s'exprime par la perte de la capacité d'entraîner la jeunesse. Les partis de la démocratie bourgeoise, éliminés de la scène, sont contraints d'abandonner la jeunesse à la révolution ou au fascisme. Le bolchevisme, dans l'illégalité, fut toujours le parti des jeunes ouvriers. » Trotsky, dans *La Révolution Trahie* (1936)

« La Jeunesse est la flamme de la révolution. » Lénine

Dossier rédigé par Greg, Hugues, Julien

Interview d'Hélène, lycéenne en « 1ère L »

Par Hugues

Hélène est lycéenne en « 1ère L », elle s'est mobilisée sur son lycée R. Roland à Ivry (94). Elle nous parle de son vécu dans la lutte contre les suppressions de poste.

Quand as tu été amenée à te mobiliser pour la première fois ?

Ma première mobilisation volontaire a été lors du CPE, je dis « volontaire » car mes parents étant de tradition de gauche, ils m'emmenaient déjà à l'âge de huit ans aux manifs de sans-papiers.

Ta conscience politique est née à ce moment là ?

Pour ma part non. C'est vraiment au moment du CPE que je me suis rendu compte que le peuple avait vraiment besoin de lutter pour qu'on puisse l'écouter. Et aussi que même après une

forte mobilisation, on était toujours pas écouté.

Comment la mobilisation s'est-elle mise en place sur ton lycée ?

Nous avons pu tirer nos tracts en utilisant le local de la JC (Jeunesse Communiste) d'Ivry. Nous avons organisé des distributions puis nous avons décidé spontanément de bloquer le lycée. Plus tard nous avons organisé des AG. J'avais déjà connu des blocages au lycée lors du CPE. J'avais peur que nous ne réussissions pas à empêcher les gens d'aller en cours. Finalement ça a marché. Les gens ont pris conscience de l'urgence de se mobiliser car nous savions que dès l'année prochaine des postes allaient être supprimés. Nous avons aussi fait un cortège R. Roland dans les manifs.

Comment s'est développé le mouvement ?

Avant les vacances les gens se sont beaucoup mobilisés, mais maintenant c'est plus ou moins fini, d'autant plus que le bac se rapproche. D'ailleurs nous avons décidé que le blocage du jeudi 22 serait le dernier de l'année.

Qu'as tu pensé du comportement de la FIDL, et de son départ de la mobilisation ?

Je n'ai jamais vu la FIDL à R. Roland. Ni ailleurs, d'ailleurs. Ah si... à la télé !

Quelles sont vos perspectives ?

On ne sait pas. On est un peu perdu maintenant.

Compte-rendu de la manifestation du Jeudi 15 Mai 2008

Malgré les dernières déclarations du gouvernement qui affirme qu'il ne cèdera pas, et les trahisons répétées des directions syndicales, **nous étions 50 000 à brandir nos banderoles jeudi 15 mai à Paris et on comptait 300 000 manifestants sur l'ensemble de la France.** Il faut souligner que les enseignants ont été rejoints très massivement par leurs élèves et les parents d'élèves. Cette mobilisation massive est très démonstrative de la motivation des travailleurs, des lycéens et des étudiants qui sont descendus en nombre dans la rue. Mais nous ne pouvons que déplorer les appels à la grève plus que timide de la direction de la FSU et condamnons l'annonce de La FIDL avant la grève qui déclarait que ce serait la dernière à laquelle elle participerait. Ces « coups de couteau » que ces organisations nous assènent sont malheureusement presque devenus banals.

Le manque de combativité des directions de ces organisations s'est révélé flagrant lors de cette manifestation. **Bien que nous étions mobilisés en masse, on a pu assister à des cortèges disparates, isolés les uns des autres,**

chacun y allant de ses slogans personnels. Il était rare d'entendre de réels mots d'ordre unitaires pour sauver l'éducation de la part des dirigeants de cortèges qui se sont transformés, pour l'occasion, en chauffeurs de salle, ressassant les mêmes slogans depuis 1995, quand ils ne passent pas simplement de la musique en boucle. Certains incidents anecdotiques illustrent bien le manque des directions syndicales : le départ de place d'Italie a été retardé car le rond-point n'était pas totalement bloqué, alors qu'il suffisait à deux ou trois camions syndicaux de s'imposer sur le carrefour pour bloquer la circulation.

Il est certain que **le nombre de personnes descendues ce jour là dans la rue montre d'une manière très claire l'envie des travailleurs et des jeunes, lycéens et étudiants de se battre.** Il nous faut maintenant un réel syndicat indépendant, combatif et unitaire et c'est le rôle que s'efforce de tenir le SEUL (syndicat étudiant unitaire et laïque), dans lequel nous intervenons. Des lycéens, des étudiants et des jeunes travailleurs étaient derrière notre ban-

derole contre la loi Pécresse le 15 mai et d'autres cortèges lycéens reprenaient, après nous, nos mots d'ordre pour défendre l'école publique. Les cortèges lycéens, présents en grand nombre ne sont que peu aidés par leurs organisations. **Il est nécessaire, aujourd'hui, de créer un vrai syndicat unitaire lycéen dirigé par les lycéens eux-mêmes, totalement indépendant de l'Etat.** Car les lycéens, et même les collégiens, ressentent aujourd'hui la nécessité de se battre contre le gouvernement qui s'attache à briser le service public. Et ces jeunes ne manquent ni de motivation ni de combativité.

Cette manifestation est une réelle victoire sur le plan de la mobilisation. Il est nécessaire de continuer le combat, et le 15 mai ne doit être qu'une marche vers un mouvement plus massif. Le GSI appelle les travailleurs, y compris les chômeurs, et toute la jeunesse lycéenne, étudiante et travailleuse à continuer la lutte, à se mobiliser de nouveau de manière unitaire contre le gouvernement.

Julien

Organiser l'expérience pour continuer le combat Encore un acquis d'expérience

Ces trois derniers mois de mobilisation lycéenne, sont déjà riches d'enseignements aussi bien pour la jeunesse en lutte que pour les militants révolutionnaires. Alors que nous entendons dans les médias bourgeois un dénigrement total de la conscience lycéenne et collégienne, le niveau de mobilisation des jeunes casse les préjugés colportés par la droite et la gauche institutionnelle. Les lycéens sont sortis dans la rue parce que le gouvernement est en train de détruire l'enseignement public, ils ne pouvaient pas rester insensibles aux annonces de suppressions de postes chez leurs enseignants. « *Il faut retirer les préjugés comme quoi il y a de la manipulation des profs.* », nous dit Nazli, lycéenne au lycée Maximilien Perret d'Alfortville. *Si on arrive à nous mobiliser comme ça c'est dû à l'expérience qui s'enchaîne depuis*

2005 ». Pas une année depuis 2005 effectivement, et même depuis 2002, sans que la jeunesse ne revendique ses droits dans la lutte. Ils ont appris dans la spontanéité l'organisation des assemblées générales et des départs en manifestation. A chaque mobilisation leur conscience et leur capacité d'auto-organisation en sortent grandies.

Un acquis d'expérience vis à vis de la répression également. Il nous faut notamment signaler la répression que subissent les élèves au sein même de l'Education nationale. Maxime, élève de 3^{ème} au Collège J. Moulin (Paris) nous explique : « *Nous avons arrêté les blocages parce que les absences sont envoyées directement au rectorat maintenant.* » Un grand nombre de directeurs d'établissement, fidèles au gouvernement (rappelons les grasses primes que leur a accordé le gouverne-

ment pour leur Noël en 2007 !), se transforment en agents de répression au service de la politique sarkozienne. Intimidations, menaces, sanctions administratives sont le lot des jeunes militants dans leurs écoles. En réponse, les jeunes comme Maxime apprennent donc à s'organiser collectivement : « *Le principal essaie de faire des pressions individuelles, mais on s'organise face à ça ; quand le principal m'interpelle dans la cour, j'appelle un camarade pour que quelqu'un soit témoin quand il me parle.* »

Il faudrait structurer cette expérience afin de préparer la victoire contre le gouvernement. Il est difficile de pronostiquer la suite des événements sur les lycées. Mais on se rend compte qu'une organisation indépendante et

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

combative manque aux lycéens pour apporter les perspectives immédiates, notamment en termes d'unité avec la classe ouvrière.

Où va le mouvement lycéen ?

La combativité des jeunes se heurte tout d'abord au calendrier scolaire. La fin de l'année et les examens approchent, et les vacances sont un grand facteur de démobilité. Cet argument est amplement utilisé par la FIDL qui en appelle désormais à la mobilisation... au mois de septembre ! Plus grand ennemi que le temps, les organisations bureaucratiques qui investissent et influencent les mouvements de jeunesse.

« Mais nous sommes toujours entre 40 et 60 en manif, les profs nous soutiennent. On lâche pas ! On luttera jusqu'au retrait des projets sur le BEP et le CAP, sur le BAC-pro et les suppressions de postes », nous explique Maxime, déterminé à montrer au gouvernement qu'il ne se laissera pas démorale.

Les perspectives semblent assez claires pour Nazli qui appelle aussi à continuer la mobilisation : « Je me concentre pour mobiliser le 24 mai (journée de manifestation appelée par la FSU), et j'invite les lycéens à venir le 22 (journée d'action intersectorielle pour les retraites qui a réunie entre 500 000 et 700 000 manifestants) pour faire l'unité avec les travailleurs. » En toute conscience elle dénonce les bureaucratiques syndicaux qui nous dit-elle « sont

en train de casser le mouvement ! Certains appellent le 15, les autres le 22, et personne n'appelle à la jonction ! »

Elle résume l'esprit général du mouvement actuellement : « Il y a eu une pointe de la mobilisation sur mon bahut le 15 mai, mais la grève devient fatigante. Il y a encore des gens qui sont mobilisés, mais on ressent la pres-



sion de Darcos qui ne lâche pas. Ça commence à être compliqué à mobiliser : le bac approche, la FIDL ne soutient plus nos revendications... » La grande contradiction des luttes actuelles s'approfondit. Nous avons d'un côté une jeunesse et des travailleurs prêts à en découdre, à entrer en conflit avec le gouvernement et de l'autre des organisations politiques soi-disant de « gauche » qui protègent ce gouvernement ou qui ne mettent pas toutes leur force dans la bataille.

Le drame se répète encore, comme en 2005 contre la loi Fillon ou en 2006 contre le CPE : les jeunes ne peuvent compter que sur leur propre force. En 2005 et 2006, nos luttes ont payées, c'est pourquoi les jeunes sont encore

plein de force et le revendiquent comme Nazli : « Il faut jamais dire qu'on est fatigué, ça démoralise ! (...) Aujourd'hui il faut faire des manifs encore et encore, continuer la lutte dans une perspective de bloquer la rentrée ». Mais le gouvernement actuel a durci le ton. Il devient évident que sans une organisation politique pour structurer les luttes des jeunes, ils ne pourront plus faire face aux menaces de répression de la police ou des agents du gouvernement au sein des écoles, faire face aux organisations politiques traîtres qui agissent au sein des syndicats comme la FIDL, faire face à la politique de destruction de nos conditions de vie, d'étude et de travail commandée par la bourgeoisie.

Il faut construire d'urgence un parti révolutionnaire qui organisera la jeunesse afin qu'elle apporte sa spontanéité et sa combativité au service de la lutte pour la seule alternative possible, le socialisme. Nous appelons tous les jeunes, lycéens, étudiants et jeunes travailleurs qui veulent se battre contre la barbarie du système capitaliste à rejoindre le GSI afin de s'investir dans un parti internationaliste déterminé à mettre toutes ses forces dans la lutte pour la révolution socialiste.

La jeunesse a besoin de construire sa propre organisation de lutte pour le socialisme !

Engageons-nous avec le GSI pour son édification !

Greg

(Suite de la page 16)

avancée militaire de l'impérialisme. La nécessité d'une réforme agraire est aussi à l'ordre du jour, spécialement dans le Nord du pays, pour enlever à Hariri sa base latifundiste.

Finalement, comme question centrale, il est évident qu'aucun Etat libanais ne pourra réellement être autonome de façon stable, aussi longtemps que continue la menace militaire permanente d'Israël sur ses frontières. C'est pourquoi, pour survivre, le Liban ne peut pas se limiter à la « coexistence pacifique » avec le sionisme mais doit se poser la nécessité de détruire l'Etat

d'Israël. Ceci pose la nécessité urgente de l'unité des Libanais avec les Palestiniens, en commençant par donner tous les droits politiques aux réfugiés palestiniens au Liban, sans que pour cela ceux-ci doivent renoncer à leur nationalité palestinienne ou au droit de retour à leur terre historique, et en les soutenant carrément dans leur lutte contre Israël.

Nous savons que la bataille contre Israël n'est pas facile, parce qu'il s'agit d'un ennemi armé jusqu'aux dents avec des équipements modernes, et soutenu inconditionnellement par l'impérialisme américain. Mais la victoire sur

l'invasion de 2006 a montré qu'il est possible de le vaincre. Et qu'il le sera beaucoup plus encore dans le cadre d'une grande mobilisation de toutes les masses arabes et musulmanes avec ce sens. Pour nous, cette grande mobilisation doit avoir lieu dans la perspective de la construction d'une Fédération Socialiste de Républiques Arabes.

L'entrée en scène de la classe ouvrière libanaise, qui rompt le piège de la division religieuse, montre le chemin pour mener à bien ces tâches.

Alejandro Iturbe, le 16 mai 2008



A l'occasion du 60^{ème} anniversaire de sa création

Pour la fin de l'Etat d'Israël

Pour la construction d'une Palestine Laïque, Démocratique et Non Raciste

Le 14 mai, il y a 60 ans, l'Etat d'Israël a été fondé sur la base d'une résolution de l'ONU de 1947, en occupant 55% du territoire de ce qui était à l'époque le Mandat Britannique en Palestine.

La légende créée par le sionisme affirme que s'y sont unis « un peuple sans terre » (les juifs) avec « une terre sans peuple » (la Palestine). La réalité était, toutefois, bien différente. L'organisation sioniste mondiale et les puissances impérialistes (les Etats-Unis et l'Angleterre), soutenus par la bureaucratie stalinienne dirigeante dans l'ancienne URSS, ont utilisé comme excuse le drame de milliers de réfugiés juifs européens, brutalement poursuivis par le nazisme, pour en transférer une partie vers la Palestine, de manière totalement artificielle et avec beaucoup de soutien financier. L'appui que ce projet a eu de la part de plusieurs millionnaires juifs européens, comme les banquiers Rothschild, a été notoire. La résolution de l'ONU a légalisé cette usurpation.

De cette façon a été créée une véritable **enclave impérialiste**. C'est-à-dire, un territoire usurpé à la nation palestinienne, dans lequel ont été installés des milliers d'immigrants, provenant surtout de l'Europe Orientale, totalement dépendants de ce soutien financier pour survivre, et de ce fait disposés à défendre la politique de l'impérialisme dans la région. Ben Gurion, un des principaux dirigeants sionistes de l'époque et premier président d'Israël, a exprimé avec une clarté totale cette association profonde du sionisme avec l'impérialisme américain : « *Notre plus grande préoccupation était le sort qui serait réservée à la Palestine après la guerre. Il était déjà clair que les Anglais ne conserveraient pas leur Mandat. Ayant*

toutes les raisons pour croire que Hitler serait vaincu, il était évident que la Grande-Bretagne, même victorieuse, sortirait très affaiblie du conflit. C'est pourquoi, je n'avais pas de doute que le centre de gravité de nos forces devrait passer du Royaume-Uni à l'Amérique du Nord, qui était sur le point d'assumer la première place dans le monde ».

D'autre part, la Palestine n'était pas « une terre sans peuple » mais la patrie historique des Arabes palestiniens, dans laquelle une minorité de juifs d'origine arabe avait coexisté en paix, pendant plusieurs siècles. Lors de sa fondation même, Israël ne s'est pas limité à usurper le territoire attribué par l'ONU. Le mouvement sioniste a planifié et mis en oeuvre une offensive pour s'approprier d'une partie du secteur accordé aux Palestiniens (20% additionnel de la surface totale) et en expulsant ses habitants.

Il l'a fait par le biais de ses organisations armées et avec des méthodes de terreur contre la population civile. Dans le village de Der Yasin, par exemple, les milices sionistes ont assassiné 254 de ses 700 habitants, un massacre qui a été un véritable symbole de la façon dont a été créé l'Etat d'Israël. De cette manière, 800 000 palestiniens (un tiers de la population de l'époque) ont été expulsés de leur terre et ont donné lieu au drame des réfugiés.

Ce n'est donc pas par hasard que les Palestiniens rappellent cette date comme la *nakba* (catastrophe) puisqu'elle représente le début d'une réalité pénible. Actuellement, le peuple palestinien est divisé entre ceux qui vivent en Israël, discriminés et traités comme habitants de seconde classe, les habi-

tants de Gaza et de la Cisjordanie, soumis à l'encerclement et à l'agression permanente de sionisme, et les plus de six millions de réfugiés dans les nations arabes, qui vivent dans des campements précaires, souvent poursuivis et réprimés par les gouvernements arabes eux-mêmes.

C'est pourquoi, depuis lors, pour le peuple palestinien ainsi que pour l'ensemble des masses arabes, la nécessité de combattre pour la libération de leur terre, en expulsant l'envahisseur sioniste, est à l'ordre du jour.

La LIT-QI (Ligue Internationale des travailleurs - Quatrième Internationale) soutient inconditionnellement cette lutte du peuple palestinien contre l'Etat sioniste. En ce sens, nous ne faisons que maintenir la position historique de la IV^{ème} Internationale qui, en 1948, a approuvé une résolution contre la création de l'Etat d'Israël et a soutenu la revendication palestinienne de son territoire historique.

Israël : agent militaire de l'impérialisme au Moyen-Orient

L'objectif de l'impérialisme, spécialement de l'impérialisme américain, avec la fondation d'Israël, a été d'avoir un agent militaire direct au Moyen-Orient. Il s'agit d'une région qui, en plus de posséder les plus grandes réserves de pétrole du monde, était le théâtre d'un important processus de lutte anti-impérialiste et contre les « monarchies pétrolières » corrompues. Il s'agissait d'avoir « ses propres troupes » à son service contre le peuple palestinien et les masses arabes.

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

Ce n'est pas par hasard que, depuis sa création, Israël a toujours vécu en état de guerre officielle ou de fait, comme véritable « poste militaire avancé ». Voici les actions et les agressions militaires de cet Etat, depuis 1948 jusqu'à maintenant :

1948 : Expulsion de 800.000 Palestiniens avec des méthodes terroristes. Guerre contre des nations arabes,

1956 : Guerre contre l'Egypte, qui avait nationalisé le canal de Suez (alliance secrète avec la France et la Grande-Bretagne).

1967 : « Guerre des six jours » contre des nations arabes ; occupation militaire de Gaza, de la Cisjordanie, des hauteurs du Golan (Syrie) et de la péninsule du Sinaï (Egypte).

1973 : « Guerre du Yom Kippour » contre des nations arabes.

1982 : Invasion et occupation du sud du Liban (mise en échec après plusieurs années - Israël se retire « officiellement » en 2000).

1987-1989 : Répression de la Première Intifada (Gaza).

1991 : Attaque aérienne contre l'Iraq (Première Guerre du Golfe).

2000 : Répression de la Seconde Intifada (Gaza).

2006 : Seconde invasion du Liban (Israël a été mis en échec par la résistance du Hezbollah).

2006-2008 : Menace d'« attaques aériennes éclair » contre l'Iran.

2007-2008 : Attaques militaires et blocus de Gaza.

Un état militarisé

L'objectif de la création d'Israël, illustré dans la chronologie précédente, explique pourquoi la population israélienne vit toujours « sur le pied de guerre ». A l'âge de 18 ans, tout citoyen doit accomplir un service militaire obligatoire, trois années pour les hommes et deux pour les femmes. Ensuite, ils sont « réservistes » jusqu'à l'âge de 50 ans, avec chaque année un mois d'entraînement obligatoire.

Pour ces « services militaires », les Etats-Unis envoient « officiellement » 3 milliards de dollars par an, et 2 milliards additionnels à d'autres titres. A cela il faut ajouter les fonds récoltés par les organisations sionistes du

monde entier. De cette façon, Israël équilibre le déficit de sa balance commerciale (10 milliards de dollars) et son déficit budgétaire chronique.

En même temps, la fabrication d'armements et de technologie militaire et de sécurité est devenue, depuis plusieurs années, la principale activité économique du pays et la principale rubrique de ses exportations (12 milliards de dollars, 40% du total), déguisée dans les statistiques comme « exportation de haute technologie ».

Autrement dit, la majorité de la population israélienne vit, directement ou indirectement, du budget militaire et de l'industrie d'armements. C'est pourquoi, les forces armées sont, en réalité, l'institution la plus importante de l'Etat. Ce n'est pas par hasard que la majorité des chefs politiques les plus renommés de l'histoire du pays ont été antérieurement des chefs militaires.

Un état raciste

Un autre grand mensonge du sionisme est qu'Israël est un Etat « démocratique et progressiste ». C'est complètement faux. Depuis sa fondation, il a été constitué comme un Etat raciste, par son idéologie et ses lois destinées à l'expropriation des maisons et des terres des Palestiniens.

Israël est **officiellement** un « Etat juif ». C'est-à-dire, ce n'est pas un Etat de tous ceux qui résident dans le pays ou y sont nés. Uniquement peuvent être des citoyens, ceux qui sont considérés de foi ou de descendance judaïque. 90% des terres sont exclusivement réservés pour les juifs, à travers le *Fonds National Juif*, dont le statut définit que ces « terres d'Israël » appartiennent à cette institution et ne peuvent pas être vendues ou données en location à un « non-juif ». Elles ne peuvent même pas être travaillées par un « non-juif ». Il est interdit aux Palestiniens d'acheter ou même de prendre en location les terres annexées par l'Etat depuis 1948.

Depuis la fondation du pays, il y a un système de discrimination ethnique qui domine absolument tous les destins des vies palestiniennes. Que pourrait-on dire aujourd'hui d'un pays, dont la politique officielle serait l'expropriation des terres des juifs, ou qui interdirait simplement qu'un juif puisse s'y installer s'il se marie avec une non-juive ? On dirait, évidemment, qu'il s'agit d'un flagrant cas de discrimination antisémite et que cela pourrait être comparé

avec le nazisme ou avec l'apartheid sud-africain. Ce critère est toutefois légal en Israël, par le biais d'une série d'institutions et de lois qui **affectent seulement ses habitants non-juifs**.

La *Loi de Nationalité* établit des différences claires dans l'obtention de la citoyenneté pour les juifs et les non-juifs. Par la *Loi de Citoyenneté*, aucun citoyen israélien ne peut se marier avec un résident des territoires palestiniens occupés. Au cas où cela arriverait, il perd les droits de citoyen israélien, et la famille doit émigrer si elle ne se sépare pas.

Par la *Loi de Retour*, n'importe quel juif du monde qui déménage au pays, peut être citoyen israélien et obtenir une infinité de privilèges que les natifs non-juifs ne possèdent pas. Mais les parents des palestiniens de l'Etat d'Israël qui vivent à l'étranger (dont beaucoup ont été expulsés de leurs terres en Palestine ou sont descendants d'expulsés) ne peuvent pas obtenir le même bénéfice, par le seul fait de ne pas être juifs.

La *Loi de l'Absent* permet l'expropriation des terres qui n'ont pas été travaillées pendant un certain temps. Mais la terre d'un juif n'a jamais été expropriée. La majorité des expropriations ont été faites contre des réfugiés palestiniens en exil, des palestiniens habitants en Israël et tout palestinien qui réside sur la rive occidentale du Jourdain et avait des terres dans la zone étendue de Jérusalem.

La fausse « démocratie israélienne »

La presse occidentale, les média impérialistes, ne cessent de répéter qu'Israël est « la seule démocratie du Moyen-Orient ». Mais comment peut-on appeler « démocratie » un régime qui poursuit des personnes pour leur race ou leur religion ? Comment peut-on appeler « démocratique » un régime où les habitants originaux, expulsés en 1948, n'ont pas le droit de retourner à leurs maisons et à leurs terres et où les habitants des territoires occupés en 1967 n'ont aucun droit civil ?

Comment peut-on appeler « démocratique » un régime où les quelques députés d'origine arabe ne peuvent pas critiquer le sionisme, sous menace de longues peines de prison, ou sont obligés d'abandonner le pays, comme cela a été le cas avec Azmi

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

Bishara. un régime où la petite minorité d'intellectuels juifs qui mettent en question les mensonges sur l'origine d'Israël, ou s'opposent aux atrocités des gouvernements sionistes, sont intimidés et empêchés de faire leurs recherches, comme cela a été le cas avec Ilan Pappé, qui a abandonné Israël en 2007 pour se consacrer à l'enseignement en Angleterre, en raison de la pression qu'il subissait à l'Université de Haïfa et des menaces de mort de la part de groupes sionistes ; un régime où le physicien Mordechai Vanunu a été kidnappé en Europe pour le supposé crime d'avoir révélé l'existence d'armes nucléaires secrètes et a eu l'interdiction de quitter le pays et même de donner des interviews, après avoir accompli une peine de plus de 20 ans de prison.

Dans n'importe quel pays du monde, cette réalité serait qualifiée comme une dictature atroce, à peine déguisée par une « démocratie » pour les oppresseurs sionistes, de la même façon que les blancs sud-africains avaient une « démocratie » pendant l'apartheid.

Le génocide des Palestiniens

Israël doit exercer une violence permanente contre la population dominée. Pour maintenir son caractère colonial et raciste, il ne peut tolérer aucune résistance interne, ni aucun défis sur ses frontières. Son caractère même le conduit à être expansionniste et à réprimer toute mise en question, aussi minime qu'elle soit, de sa nature.

C'est pourquoi, Israël a toujours pratiqué une politique de « nettoyage ethnique » des Palestiniens, en les arrachant de leurs terres ancestrales ou en réprimant avec dureté aussi bien ceux qui vivent à l'intérieur de ses frontières que ceux des territoires de Gaza et de la Cisjordanie.

Environ 11.000 prisonniers politiques palestiniens, dont des centaines de mineurs et de femmes, pourrissent dans les prisons sionistes. Une d'elles vient d'accoucher avec les menottes aux mains, dans la prison, où elle reste avec son fils. Soixante-dix prisonniers ont déjà accompli plus de **vingt ans** de prison. La torture est pratiquée avec l'autorisation de la justice et les « assassinats sélectifs » de combattants dans les territoires sont une routine quotidienne.

La LIT-QI qualifie l'Etat israélien

comme « nazi » parce que, quand on poursuit un peuple entier, dans le but d'éliminer son identité, de le rendre esclave ou de l'expulser de sa terre, il n'y a pas d'autre nom qui exprime mieux cette essence politique. La contradiction historique terrible est que ce sont les descendants de ceux qui ont été poursuivis en Europe par le nazisme, qui appliquent maintenant ces mêmes méthodes contre un autre peuple.

La population d'Israël, éduquée pour être toujours au service de l'armée, accepte naturellement, avec une majorité écrasante, cette réalité d'agressions militaires contre les Palestiniens et les peuples arabes et cette politique de génocide, étant donné que seulement la force des armes peut garantir la survie de l'enclave coloniale.

Gaza : territoire palestinien indépendant

La difficulté croissante de l'impérialisme et d'Israël pour mettre en échec la résistance palestinienne, les a amenés à promouvoir, en 1993, les Accords d'Oslo. A cette occasion, l'organisation Al Fatah et l'OLP, jusqu'alors la direction incontestée du peuple palestinien, ont reconnu l'existence de l'Etat d'Israël et ont légalisé son usurpation de la majorité du territoire palestinien. De cette manière, ils ont abandonné et ont trahi la lutte de leur peuple. En échange, ils ont reçu la promesse de permettre dans le futur un « Etat palestinien », ainsi que la création immédiate de l'ANP (Autorité Nationale Palestinienne) à Gaza et en Cisjordanie. Il s'agissait, en réalité, de petits territoires isolés, semblables aux bantoustans sud-africains de l'époque de l'apartheid.

En 2006, le Hamas a gagné les élections de l'ANP. Son triomphe a été dû au fait qu'il maintenait encore dans son programme la proposition de la fin de l'Etat d'Israël et l'appel à combattre contre lui. La victoire électorale du Hamas a mis en crise la politique des accords d'Oslo et a montré le rejet majoritaire du peuple palestinien à ceux-ci. Elle a démontré aussi l'usure profonde de la direction de Mahmud Abbas et d'Al Fatah, devenue maintenant l'agent inconditionnel d'Israël et de l'impérialisme.

Malgré les tentatives conciliatrices du Hamas, qui a appelé à former un « gouvernement d'union nationale » avec Al Fatah, la situation a donné lieu, vers le milieu de 2007, à des confronta-

tions ouvertes entre les deux forces et à un coup d'Etat organisé par Abbas pour supplanter le Hamas et prendre le contrôle total du gouvernement. La réaction des masses de Gaza a imposé au Hamas l'expulsion de l'appareil militaire d'Abbas et de la police d'Al Fatah de ce territoire. Cela a été un grand triomphe des masses palestiniennes parce qu'ils ont libéré ainsi Gaza du contrôle d'Israël et de ses agents, en la transformant, dans les faits, en un territoire palestinien indépendant, bien que dans des conditions d'isolement très difficiles.

Vaincre Gaza à tout prix

Cette situation était totalement intolérable pour un Etat comme Israël, qui a lancé une action combinée d'attaques militaires, d'abord pour détruire l'infrastructure de génération d'électricité et d'approvisionnement en eau de Gaza, pour, ensuite, par des bombardements directs sur la population civile, et l'imposition d'un blocus strict, empêcher la réception d'aliments, de médicaments et de combustibles. Il fallait mettre en échec à tout prix la résistance du peuple de Gaza et l'obliger se rendre.

L'extrême cruauté de cette politique israélienne, de son blocus et de ses attaques génocides, ne sont que la continuité des nombreux crimes que les sionistes ont commis durant les 60 années d'existence d'Israël. Cette politique rappelle, sous plusieurs aspects, celle que les nazis ont menée contre les juifs, pendant la Seconde Guerre Mondiale, spécialement la création du Ghetto de Varsovie qui, en 1943, s'est soulevé contre l'occupation nazi. Matan Vilani, vice-ministre de la Défense du gouvernement israélien d'Ehud Olmert, est même arrivé à parler d'organiser un « holocauste » à Gaza.

Mais si le soulèvement du Ghetto de Varsovie a été violemment écrasé, la résistance des masses de Gaza se maintient avec toute sa force. Ils sont arrivés, il y a quelques mois, à démolir les murs d'une partie de la frontière avec l'Egypte et ont obligé le gouvernement de ce pays, la dictature pro-impérialiste de Hosni Mubarak, de laisser passer temporairement la population palestinienne pour s'approvisionner en nourriture et en médicaments. En même temps, cette résistance maintient aussi ses attaques avec des missiles improvisés sur le territoire israélien et parvient à faire face à quelques incursions des forces militaires sionistes, comme l'em-

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

buscade qui a tué trois soldats israéliens.

60 ans plus tard, la seule solution est toujours une Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste

La LIT-QI revendique que la seule solution réelle à la situation de conflit permanent de la région est la construction d'une Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste, le mot d'ordre constitutif de l'OLP dans les années 70.

Nous nous opposons à la proposition de l'ONU des « deux Etats », un juif et un autre palestinien, proposition revendiquée, avec des variantes, par plusieurs organisations de gauche. Tout d'abord, un tel « Etat palestinien », limité à la Bande de Gaza et à une partie de la Cisjordanie, n'aurait aucune possibilité réelle d'autonomie économique ou politique. L'acceptation de ce « mini-Etat » signifierait, en outre, nier le « droit de retour » à leur patrie pour des millions de réfugiés, puisque leurs maisons et leurs terres expropriées resteraient en Israël. Du point de vue militaire, ce petit Etat vivrait entouré en permanence d'une menace d'agression par un ennemi armé jusqu'aux dents.

A cette Palestine Unie, Laïque, Démocratique et Non-Raciste, sans murs ni camps de concentration, pourront retourner les millions de réfugiés expulsés de leur terre, et les millions qui sont restés et sont aujourd'hui opprimés, récupéreront leurs pleins droits.

Pourront aussi y rester, tous les juifs qui sont disposés à coexister en paix et sur pied d'égalité. En ce sens, nous appelons les travailleurs et le peuple israélien à se joindre à cette lutte contre l'Etat raciste et gendarme d'Israël, bien que nous sachions que, par le caractère de la majorité de la population juive israélienne que nous avons indiqué, il est fort probable que seulement une minorité accepte cette possibilité et que la grande majorité sera disposée à défendre l'actuel Etat sioniste jusqu'à la fin, les armes à la main.

Mais la construction de cette Palestine unique, basée sur la récupération de son territoire historique, a son principal obstacle dans l'existence de l'Etat d'Israël, comme enclave coloniale et Etat gendarme de l'impérialisme. C'est pourquoi, la LIT-QI affirme qu'il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient, ni

une véritable solution pour le peuple palestinien, aussi longtemps que l'Etat d'Israël ne soit pas définitivement mis en échec et détruit, c'est-à-dire, aussi longtemps que le cancer impérialiste, qui corrode la région, ne soit pas extirpé de manière définitive. Toute autre solution signifie la survie du « cancer » et la continuation de son action létale et destructive. Cette tâche historique, équivalente à ce qu'a été la destruction de l'Etat nazi allemand ou l'Etat de l'apartheid sud-africain, est aujourd'hui à l'ordre du jour.

En même temps, la LIT-QI affirme que la lutte pour une Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste est une partie fondamentale des luttes des masses arabes et un pas vers la construction d'une Fédération Socialiste de Républiques Arabes.

Il est possible de vaincre Israël

Jusqu'il y a quelques années, la tâche de mettre en échec Israël paraissait impossible, après ses indiscutables victoires militaires jusqu'en 1973. Cela a été l'excuse, utilisée par beaucoup de gouvernements arabes et par la direction d'Al Fatah, pour justifier leur capitulation face à Israël et leur trahison de la cause palestinienne.

Nous savons que la lutte contre une usurpation coloniale est toujours très dure. Par exemple, l'indépendance de l'Algérie a exigé des années de rébellion populaire, des actions partisanses et une campagne mondiale d'appui pour parvenir à vaincre non seulement l'armée française mais aussi les groupes fascistes, comme l'OAS, et obliger les colons impérialistes français à accepter leur défaite.

Mais la réalité a beaucoup changé depuis 1973 : les deux intifadas palestiniennes et le retrait du Liban, en 2000, ont été les premiers symptômes de l'affaiblissement de l'Etat d'Israël. De manière beaucoup plus évidente, la défaite des troupes sionistes au Liban face à la résistance dirigée par le Hezbollah, en 2006, a posé la défaite et la fin de l'Etat d'Israël comme une tâche possible et présente.

Cet affaiblissement s'est manifesté aussi dans la réaction de la population israélienne et la crise politique profonde qui s'est ouverte dans le pays. Pour la première fois, l'armée sioniste a été clairement vaincue et a perdu prestige dans cet échec, mettant en doute ce

qui était jusqu'alors une sécurité absolue, qu'elle était « invincible » dans la confrontation avec de possibles insurrections et des attaques armées des peuples arabes.

En même temps, l'image mondiale du sionisme, comme un mouvement « progressiste » et même « socialiste », tombe en miettes, en mettant à nu son véritable caractère. La destruction causée au Liban et l'action génocide à Gaza ont fait que de plus en plus d'intellectuels et des secteurs intermédiaires, qui jusqu'alors sympathisaient avec Israël, le critiquent maintenant et le dénoncent avec dureté. Ceci a permis des campagnes de boycott beaucoup plus fortes, comme en Angleterre, et des actions couronnées de succès, en Espagne, contre des concerts de musiciens promus par Israël. L'isolement du sionisme s'accroît dans le monde, spécialement dans les secteurs ouvriers et les mouvements sociaux.

Cet affaiblissement a lieu, en outre, dans le cadre d'une crise croissante de la politique de Bush dans la région (la « guerre contre la terreur »), une politique embourbée en Iraq et en Afghanistan et profondément mise en question à l'intérieur même des Etats-Unis. Israël est une pièce clef du dispositif militaire impérialiste au Moyen-Orient et, comme tel, sera défendu jusqu'aux dernières conséquences par les Etats-Unis. Mais cette situation d'ensemble ouvre une nouvelle situation dans la région, y compris sur le terrain militaire.

L'appui de la population égyptienne aux Palestiniens qui cherchaient à s'approvisionner, et l'impossibilité de l'armée égyptienne de les réprimer ; l'utilisation de tactiques et d'armes comme celles utilisées avec succès par le Hezbollah au Liban, par les groupes de la résistance palestinienne en Gaza, montrent que la situation devient plus aiguë dans toute la région.

Ces faits mettent à l'ordre du jour, comme possible et actuelle, la tâche historique de mettre en échec l'Etat raciste d'Israël, 60 ans après sa création. La condition pour cela est le développement d'une lutte politique et militaire unifiée du peuple palestinien et de l'ensemble des masses arabes et musulmanes. La LIT-QI s'engage de toutes ses forces dans l'appui à cet objectif.

São Pablo, le 12 mai 2008

Secrétariat International de la LIT-QI

Le Liban à la croisée de chemins

Le Liban a été, de nouveau, le théâtre d'importantes confrontations internes. Le conflit a son origine dans la décision du gouvernement pro-impérialiste du Premier ministre Fuad Siniora (soutenu par ses ministres) d'éliminer le réseau de communications de l'organisation Hezbollah.

Il va de soi qu'il s'agit d'une mesure exigée par l'impérialisme, approuvée par les secteurs bourgeois qui soutiennent le gouvernement de Siniora, le millionnaire sunnite Saad Hariri et son organisation Mufti, ainsi que le dirigeant de la minorité druse Walid Jumblatt. L'objectif était d'avancer d'un pas dans « l'achèvement du travail » : d'affaiblir l'organisation chiite Hezbollah qui contrôle un véritable « Etat dans l'Etat », sans quoi aucun projet d'un Liban pro-impérialiste « stable » n'est possible.

Avant d'adopter cette mesure, il y a eu aussi un nouveau et dangereux avertissement pour le gouvernement : la CGTL (la principale centrale syndicale du pays, avec pluralité religieuse mais dont la direction est influencée par le Hezbollah) a lancé une grève générale qui a eu beaucoup de succès dans la capitale, Beyrouth, et dans le sud du pays, pour augmentation de salaires, contre la pénurie et contre le plan de privatisations proposé par Siniora.

La tentative du gouvernement est mise en échec

Le bloc Siniora-Hariri-Jumblatt a fait une lecture désastreuse du rapport de forces existant dans le pays. D'abord, l'armée libanaise a refusé d'attaquer le Hezbollah. Deuxièmement, les informations font état d'une amélioration de l'équipement militaire du Hezbollah, qui s'ajoute au grand prestige et à l'influence populaire, gagnés par sa résistance à l'invasion israélienne qui a abouti à un triomphe sur l'armée sioniste.

Dans ce cadre, les confrontations ont eu lieu entre les milices du Hezbollah, d'une part, et les milices de Hariri et de Jumblatt, d'autre part. En plus, le Hezbollah a eu le soutien du Front Patriotique du chrétien maronite Michel Aoun, du Parti Communiste libanais et du Mouvement AMAL.

L'impérialisme n'est pas intervenu di-

rectement dans le conflit, quoiqu'il l'ait fait de manière indirecte comme un avertissement au Hezbollah de qu'il ne peut pas passer certaines limites : la quatrième flotte navale des Etats-Unis s'est installée dans les eaux internationales face à Beyrouth et les troupes françaises de la FINUL (casques bleus des Nations Unies) ont réalisé un « exercice de simulation de combat » dans le Sud du pays.

La tentative de Siniora-Hariri-Jumblatt s'est soldée par un échec total : non seulement le Hezbollah maintient son réseau de communications et le contrôle de l'aéroport, mais il est parvenu à dominer la moitié de la capitale et à laisser Hariri et Jumblatt comme des otages virtuels dans leurs maisons. De ce point de vue, nous devons caractériser ce résultat comme un triomphe des masses libanaises contre le plan impérialiste.

La classe ouvrière entre en scène

Nous voulons souligner spécialement l'entrée en scène de la classe ouvrière libanaise parce qu'il s'agit d'un fait nouveau, de poids essentiel, dans la situation libanaise complexe. D'abord, la grève générale lancée par la CGTL a eu comme centre les revendications propres des travailleurs ; deuxièmement, le succès de la grève a été possible uniquement parce que les travailleurs se sont unis comme classe, au-dessus des différences confessionnelles avec lesquelles la bourgeoisie maintient le pays divisé. Tous les syndicats ont participé à la grève : les chauffeurs, les boulangers, les électriciens, les travailleurs autonomes, etc. Le jour de la manifestation, ils ont fait face aux militants du parti de Hariri. La grève a eu un grand appui populaire, étant donné qu'elle revendiquait aussi des droits pour tout le peuple. Aujourd'hui la pauvreté touche 30% des habitants du Liban.

Ce fait aide à dégager la fausse enveloppe « confessionnelle » du conflit libanais et de clarifier le caractère de confrontation de classes et d'intérêts économiques de ce conflit : d'un côté, la classe ouvrière, la petite bourgeoisie appauvrie (chiite, chrétienne et sunnite) et des secteurs bourgeois lésés par le plan économique pro-impérialiste ; de l'autre, la bourgeoisie pro-impérialiste bénéficiaire de l'aide internationale

pour la « reconstruction » et des secteurs intermédiaires alliés à elle (principalement des secteurs sunnites et chrétiens). Ce n'est pas par hasard que Saad Hariri est un chef d'entreprise de la construction extrêmement riche, dont les affaires fleurissent encore plus avec cette « aide ».

Les limitations du Hezbollah

Toutefois, malgré son nouveau triomphe, et tout comme il a fait après sa victoire sur l'armée sioniste en 2006, le Hezbollah s'arrête aux « portes du pouvoir », appelle à un gouvernement d'« unité nationale » avec Siniora et réclame seulement une « distribution équitable » des postes du gouvernement (la moitié pour chacune des coalitions qui se font face).

C'est-à-dire qu'il permet de nouveau la recomposition des forces pro-impérialistes et le maintien de l'actuel Etat libanais, divisé en secteurs confessionnels dans la composition du Parlement et dans la formation du gouvernement.

En termes stratégiques, la politique du Hezbollah de ne pas profiter à fond de ses triomphes et de ne pas avancer sur les forces pro-impérialistes, est suicidaire. Une combinaison future d'un changement dans le rapport de forces à l'intérieur du Liban (par exemple, une modification de la position actuelle de l'armée libanaise et une intervention directe de la FINUL) et d'une récupération d'Israël de sa défaite de 2006, pourraient le laisser totalement emprisonné entre deux feux ennemis, avec le risque d'être détruit comme organisation.

En ce sens, notre critique au Hezbollah se base sur la non-réalisation de tâches essentielles à mettre en oeuvre au Liban. La première d'entre elles est la liquidation de l'actuelle structure confessionnelle de l'Etat libanais et la construction d'un Liban laïque et démocratique, sur la base de « une personne - une voix ». Dans les conditions actuelles, ce système donnerait sûrement une majorité claire au Hezbollah et à ses alliés. La seconde tâche est l'exigence de la sortie de la FINUL, dont la présence signifie une limitation claire de la souveraineté du pays et une

(Suite page 11)